

## ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE



ComUE Lyon Saint- Etienne

### **SERVICES D'ASSURANCE CONSTRUCTION**

**- PROJET DIVERS**

**- LOT 3 : DOMMAGES – OUVRAGE &  
CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE**

### **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

## Table des matières

ARTICLE 1 : Pièces constitutives du marché .....	4
ARTICLE 2 : Souscripteur - Assuré.....	4
2.1 - Pouvoir adjudicateur et souscripteur.....	4
2.2 - Indépendance des opérations et des risques :.....	4
2.3 - Assuré : .....	4
ARTICLE 3 : Objet du marché .....	5
3.1 - D'un contrat d'assurance dommages-ouvrage (DO) destiné à couvrir : .....	5
3.2 - D'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) destiné à couvrir : .....	5
ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES RISQUES .....	5
ARTICLE 5 : Objet des garanties.....	5
5.1 - Dommages-ouvrage .....	5
5.1.1 - Garantie obligatoire (Garantie de dommages de nature décennale visés à l'article L. 242-1 du Code des Assurances).....	5
5.1.2 Garanties complémentaires .....	6
5.2 - Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (Garantie Décennale Complémentaire de 2 <sup>ème</sup> ligne).....	6
ARTICLE 6 : Prise d'effet et durée de la garantie .....	7
6.1 - Dommages - ouvrage .....	7
6.1.1 Garantie obligatoire :.....	7
6.1.2 - Garanties complémentaires .....	8
6.2 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale .....	8
ARTICLE 7 : Exclusions du contrat.....	8
7.1 - Exclusions générales.....	8
7.2 - Exclusions spécifiques à la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables.....	8
7.3 - Preuve .....	9
7.4 - Déchéance applicable au seul CCRD visé à l'article 5.2 .....	9
ARTICLE 8 : Montant et reconstitution des garanties.....	9
8.1 - Dommages - Ouvrage .....	9
8.1.1 - Montant applicable à la garantie obligatoire .....	9
8.2.2 - Montants applicables aux garanties complémentaires :.....	10
8.2 - Contrat Collectif de Responsabilité Décennale .....	10
8.3 - Reconstitution de garantie : .....	11
8.3.1. Réduction automatique.....	11
8.3.2. Reconstitution des garanties.....	11
8.3.3. Il est convenu que : .....	11
ARTICLE 9 : Montant et paiement de la prime .....	11

ARTICLE 10 : FRANCHISES.....	12
------------------------------	----

## **ARTICLE 1 : Pièces constitutives du marché**

En préambule, l'assureur déclare avoir eu connaissance de tous les renseignements nécessaires à une juste appréciation des risques, et avoir été en mesure de solliciter toute précision utile. Il accepte de garantir l'assuré selon les principes de ce cadre de garantie.

## **ARTICLE 2 : Souscripteur - Assuré**

### **2.1 - Pouvoir adjudicateur et souscripteur**

Dans le cadre du présent accord-cadre, la ComUE Lyon Saint-Étienne intervient, pour certaines opérations, en qualité de maître d'ouvrage délégué pour le compte d'établissements membres et associés (bénéficiaires), dans le cadre de conventions de mandat conclues à cet effet.

Les opérations concernées par une maîtrise d'ouvrage déléguée sont précisées, le cas échéant, dans les bons de commande émis sur le fondement du présent accord-cadre.

Pendant la durée de validité de la convention de mandat, la ComUE Lyon Saint-Étienne est ainsi le représentant de l'établissement maître d'ouvrage de l'opération concernée. En conséquence il est l'interlocuteur de l'assureur pour l'exécution du marché, notamment pour la souscription des garanties, les déclarations et le suivi des sinistres.

À l'issue de la convention de mandat, quelle qu'en soit la cause, la qualité d'interlocuteur de l'assureur revient de plein droit à l'établissement maître d'ouvrage, sans que cela n'affecte la validité des garanties d'assurance souscrites au titre des opérations concernées.

En cas de résiliation anticipée de la convention de mandat, ce transfert d'interlocution s'opère à compter de la date d'effet de ladite résiliation. L'assureur est alors tenu de poursuivre l'exécution des garanties directement avec l'établissement maître d'ouvrage.

La ComUE informe l'assureur, par écrit, de la fin ou de la résiliation anticipée de la convention de mandat, en lui communiquant l'identité et les coordonnées de l'établissement maître d'ouvrage.

### **2.2 - Indépendance des opérations et des risques :**

Chaque opération (construction neuve ou réhabilitation) constitue une unité de risque autonome et indépendante.

La sinistralité constatée sur une opération ou au sein d'un établissement bénéficiaire n'a aucune incidence sur les conditions tarifaires (taux, franchises) des autres opérations. L'assureur s'engage à tarifier chaque projet uniquement sur ses propres critères techniques, sans aucune mutualisation des risques entre les différents établissements bénéficiaires.

### **2.3 - Assuré :**

- Le souscripteur,
- le propriétaire de l'ouvrage : c'est-à-dire l'État et/ou l'établissement public bénéficiaire désigné au bon de commande ;
- Les propriétaires successifs de l'immeuble ;

- Pour le seul Contrat Collectif de Responsabilité Décennale :
  - \* les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil,
  - \* le contrôleur technique au sens de l'article L 111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation.

### **ARTICLE 3 : Objet du marché**

Le contrat a pour objet d'assurer l'ensemble des opérations dont les caractéristiques sont définies en annexe du CCAP (ou par un bon de commande).

#### **3.1 - D'un contrat d'assurance dommages-ouvrage (DO) destiné à couvrir :**

Les désordres de nature décennale conformément aux dispositions de l'article L. 242-1 du Code des Assurances.

Les garanties complémentaires suivantes :

- Garantie de bon fonctionnement pour les éléments d'équipement dissociables,
- Dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti.
- Garantie des dommages aux existants

#### **3.2 - D'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) destiné à couvrir :**

La responsabilité décennale complémentaire de 2<sup>ème</sup> ligne (volet garantie obligatoire uniquement) des constructeurs visés ci-dessus.

### **ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES RISQUES**

Les opérations assurées sont définies en annexe du CCAP et pourront être complétées par projet ou bon de commande.

### **ARTICLE 5 : Objet des garanties**

#### **5.1 - Dommages-ouvrage**

##### **5.1.1 - Garantie obligatoire (Garantie de dommages de nature décennale visés à l'article L. 242-1 du Code des Assurances)**

En dehors de toute recherche de responsabilité, la garantie s'applique au paiement des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice de sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, qui :

- compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- affectant lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination ;

- affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, doivent également comprendre les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires.

### 5.1.2 Garanties complémentaires

#### **5.1.2.1 - Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables**

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Ne font pas partie des éléments d'équipement garantis :

- Les appareils et équipements ménagers ou domestiques même s'ils sont fournis au titre du contrat de construction ou de vente des ouvrages ;
- Les équipements (matériels, machines, organes de transformation de l'énergie) installés pour permettre exclusivement l'exercice d'une quelconque activité professionnelle dans les ouvrages.

#### **5.1.2.2 - Dommages subis par les existants du fait des travaux neufs**

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels subis par les existants et qui sont la conséquence de l'exécution des travaux neufs, et non celles des propres défauts des parties existantes, lorsque ces dommages rendent l'existant impropre à sa destination ou portent atteinte à sa solidité

On entend par existant la partie ancienne de la construction existant avant l'ouverture du chantier qui fait l'objet de l'exécution des travaux neufs. Ne font pas partie des existants couverts par la présente garantie facultative :

- les parties existantes de la construction objet des travaux neufs, totalement incorporées dans l'ouvrage neuf et devenues techniquement indivisibles ;
- les appareils et équipements ménagers ou domestiques
- les équipements (matériels, machines, organes de transformation de l'énergie), installés exclusivement pour permettre l'exercice d'une activité professionnelle.

#### **5.1-2-3 - Dommages Immatériels Consécutifs à un dommage matériel garanti**

La garantie s'applique à la réparation des dommages immatériels subis par le propriétaire de la construction ou l'occupant résultant directement d'un dommage matériel survenu après réception et garanti au titre des articles ci-dessus.

### **5.2 - Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (Garantie Décennale Complémentaire de 2<sup>ème</sup> ligne)**

Conformément à l'article R 243-1 du Code des Assurances, le présent contrat a pour objet de faire bénéficier aux assurés, entendu comme les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil et le contrôleur technique, d'une garantie de deuxième ligne du paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel ils ont contribué.

La présente garantie décennale « complémentaire de 2ème ligne » interviendra lorsque la responsabilité d'un ou plusieurs des assurés sera engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil au-delà du plafond de garantie des contrats individuels souscrits par chacun des assurés dans les conditions reprises ci-dessous et dans les limites de la garantie « dommages-ouvrage ».

Les assurés au titre du présent contrat doivent justifier d'un contrat d'assurance de responsabilité décennale couvrant, pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception de l'ouvrage objet du présent contrat, les conséquences pécuniaires pouvant leur incomber en vertu des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil (loi du 4 janvier 1978), pour un montant minimum, comportant l'abrogation de la règle proportionnelle, de :

- 10 millions d'euros pour les constructeurs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros-œuvre ;
- 6 millions d'euros pour les constructeurs
- 3 millions d'euros pour les constructeurs non réalisateurs (Maître d'œuvre, Bureaux d'études, Bureau de contrôle, ...)

Le présent contrat CCRD s'applique au bénéfice des seuls constructeurs, étant précisé que l'assureur une renonce à recours contre les sous-traitants des constructeurs, quel que soit leur rang, et contre leurs assureurs respectifs.

## **ARTICLE 6 : Prise d'effet et durée de la garantie**

### **6.1 - Dommages - ouvrage**

#### **6.1.1 Garantie obligatoire :**

Conformément à l'article L. 242-1 du Code des assurances, les personnes morales de droit public ne sont pas tenues de souscrire l'assurance dommages-ouvrage avant l'ouverture du chantier.

La garantie commence donc à la date de prise d'effet du contrat, telle que définie dans l'Acte d'Engagement, et s'exerce dans les conditions ci-après.

La période de garantie obligatoire court :

- au plus tôt à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, tel que prévu à l'article 1792-6 du Code civil,
- et jusqu'à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la réception des ouvrages.

Toutefois, la garantie est acquise de manière anticipée, dans les cas suivants :

- Avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le maître d'ouvrage résilie le contrat de louage d'ouvrage pour inexécution par l'entrepreneur de ses obligations contractuelles.

- Après réception et avant l'expiration du délai de parfait achèvement, lorsque, malgré une mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai contractuel ou, à défaut, dans un délai d'un mois, ses obligations de réparation au titre de la garantie de parfait achèvement.

#### 6.1.2 - Garanties complémentaires

##### **6.1.2.1 - Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables**

La période de garantie commence au plus tôt, sous réserve des dispositions du paragraphe ci-dessous, à l'expiration du délai de garantie de Parfait Achèvement défini à l'article 1792-6 du Code Civil. Elle prend fin deux années après la réception des ouvrages.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de Parfait Achèvement lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé au marché ou, à défaut dans un délai d'un mois, son obligation de réparer.

##### **6.1.2.2 Garantie subis par les existants du fait des travaux neufs**

La garantie débute au plus tôt à la réception des ouvrages et prend fin à l'expiration d'un délai de dix ans après la réception.

##### **6.1.2.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti**

La garantie débute au plus tôt à la réception des ouvrages et prend fin à l'expiration d'un délai de deux ou dix ans, selon la nature du dommage garanti.

#### **6.2 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale**

La garantie débute au plus tôt à la réception des ouvrages et prend fin à l'expiration d'un délai de dix ans après la réception.

### **ARTICLE 7 : Exclusions du contrat**

#### **7.1 - Exclusions générales**

La garantie ne s'applique pas aux dommages résultants exclusivement :

- du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- de l'usure normale, du défaut d'entretien ou d'un usage anormal des ouvrages ;
- d'une cause étrangère au sens de la jurisprudence ou d'un événement de force majeure.

Ces exclusions ne peuvent être invoquées qu'en présence d'un lien de causalité direct, exclusif et certain entre le dommage et l'un des faits mentionnés ci-dessus.

#### **7.2 - Exclusions spécifiques à la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables**

Outre les exclusions prévues au 7.1 ci-avant, et lorsqu'au moment du sinistre, l'Assuré est le



Souscripteur, sont exclus les dommages résultants :

- de l'absence de travaux, qui, non prévus aux marchés des constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné les dommages ;
- de la non prise en compte des réserves techniques précises notifiées à l'Assuré en temps opportun et au plus tard à la réception des travaux, par le contrôleur technique, si le sinistre a son origine dans l'objet même de ces réserves et tant que celles-ci n'auront pas été levées, si l'Assuré n'a pas apporté la diligence nécessaire à dire d'experts pour réaliser les actions permettant la levée des dites réserves.

### **7.3 - Preuve**

La charge de la preuve des exclusions mentionnées au présent article incombe, sauf pour les exclusions liées à un état de guerre étrangère, à l'assureur. Les garanties prévues au contrat demeurent applicables tant que la preuve de l'exclusion n'est pas rapportée par l'assureur.

### **7.4 - Déchéance applicable au seul CCRD visé à l'article 5.2**

L'assuré du CCRD est déchu de tout droit à garantie en cas d'inobservation inexcusable des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les normes françaises homologuées ou les normes publiées par les organismes de normalisation d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalant à celui des normes françaises.

Pour l'application de cette déchéance, il faut entendre par assuré, le chef d'entreprise ou le représentant statutaire de l'entreprise s'il s'agit d'une entreprise inscrite au répertoire des métiers, soit les représentants légaux ou dûment mandatés de l'assuré lorsque celui-ci est une personne morale.

Cette déchéance n'est pas opposable aux bénéficiaires des indemnités.

## **ARTICLE 8 : Montant et reconstitution des garanties**

### **8.1 - Dommages - Ouvrage**

#### **8.1.1 - Montant applicable à la garantie obligatoire**

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite du sinistre.

Toutefois, elle est limitée au montant du coût total de construction déclaré des opérations objet de la garantie, revalorisé en fonction de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. La garantie peut être reconstituée après sinistre selon les modalités également prévues ci-après (§ 8-3).

Le coût total de construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. En aucun cas ce coût ne peut

toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le Maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celles prévues contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

#### **a. Avant réception**

Le montant de la garantie est limité au coût total de construction prévisionnel déclaré à la souscription du contrat et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. Il ne pourra dépasser le coût total des travaux effectivement exécutés au jour du sinistre.

#### **b. Après réception**

Si le sinistre survient entre la date de réception et la date de déclaration du coût total de construction définitif : le montant de la garantie est limité au coût total de construction prévisionnel déclaré à la souscription du contrat et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Si le sinistre survient après la date de déclaration du coût total de construction définitif et pendant toute la durée de la garantie : le montant de la garantie est limité au coût total de construction définitif. Celui-ci est déclaré suivant les modalités prévues à l'article 8. Il est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT 01 entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

#### **8.2.2 - Montants applicables aux garanties complémentaires :**

##### **Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables (Art. 1792-3 du Code Civil)**

Pour toute la durée de la garantie, celle-ci s'exerce à concurrence du montant précisé à l'acte d'engagement.

Ce montant sera revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

##### **Garantie subis par les existants du fait des travaux neufs**

Pour toute la durée de la garantie, celle-ci s'exerce à concurrence du montant précisé à l'acte d'engagement.

Ce montant sera revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

##### **Garantie des dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti :**

Pour toute la durée de la garantie, celle-ci s'exerce à concurrence du montant précisé à l'acte d'engagement.

Ce montant sera revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

#### **8.2 - Contrat Collectif de Responsabilité Décennale**

Le montant de la garantie décennale de 2<sup>ème</sup> ligne dont bénéficient les constructeurs et le contrôleur technique, est accordé à hauteur de la différence entre la garantie de leurs contrats d'assurance de Responsabilité Décennale personnels souscrits dans les conditions visées à l'article 5.2 ci-dessus et le montant du dommage de nature décennale atteignant l'ouvrage, et ce dans la limite du montant du coût total de construction visé à l'article 8.1.1ci-dessus.

### **8.3 - Reconstitution de garantie :**

#### **8.3.1. Réduction automatique**

Il est convenu que les montants de garantie définis aux articles 8.1 et 8.2 sont automatiquement réduits des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

#### **8.3.2. Reconstitution des garanties**

Toutefois, les montants de ces garanties peuvent être reconstitués sur demande de l'Assuré ou de toute personne y ayant intérêt, sous condition du versement d'une prime dont le montant sera fixé par avenant.

**Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai d'un mois suivant la date du versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.**

#### **8.3.3. Il est convenu que :**

- L'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties,
- L'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121-5 du Code des assurances en cas de non-reconstitution de l'un des montants de garantie.

## **ARTICLE 9 : Montant et paiement de la prime**

Pour les garanties obligatoires, le montant de la prime est calculé sur la base d'un taux pour une durée de dix ans à compter de la réception des travaux, au coût total prévisionnel TTC des travaux et honoraires.

En ce qui concerne les garanties complémentaires (Bon Fonctionnement et Dommages immatériels consécutifs), le montant de la prime est calculé sur la base d'un taux pour une durée de deux ou dix ans selon les garanties, appliqué au coût total prévisionnel TTC des travaux et honoraires.

Le montant des primes figurant dans l'acte d'engagement est ferme et définitif. Il ne pourra subir de variations que dans les seuls cas limitatifs ci-après :

- Si le coût définitif du montant des travaux TTC y compris les honoraires TTC est différent du coût du montant prévisionnel des travaux, le montant de la prime de révision sera calculé - en plus ou moins - sur la différence.

- Si le projet subit des modifications constituant une aggravation du risque initial.

Le marché d'assurance fera alors l'objet d'un avenant.

L'avenant fixera le montant définitif de la prime en fonction du coût TTC réel et définitif des travaux ayant servi d'assiette au calcul de la prime prévisionnelle dans l'hypothèse évoquée ci-dessus.

Les primes du présent contrat doivent être payées dans les formes prescrites par l'article 7 du CCAP.

Sur demande du pouvoir adjudicateur, le paiement de la prime prévisionnelle pourra être effectué de manière fractionnée, selon le calendrier de chaque opération ; étant précisé que la prime devra être réglée dans son intégralité dans un délai maximum de 6 mois avant la réception du bâtiment concerné.

Par dérogation à l'article L.113-3 du Code des Assurances, la compagnie renonce à suspendre sa garantie ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Par ailleurs, la police ne pourra être résiliée pour non-paiement de la prime de révision. Dans un tel cas, la compagnie serait en droit d'appliquer le principe de la règle proportionnelle.

## **ARTICLE 10 : FRANCHISES**

Aucune franchise n'est prévue dans le cadre des garanties dommages-ouvrage obligatoire et complémentaires.

En ce qui concerne la garantie décennale complémentaire de 2<sup>ème</sup> ligne, il est appliqué une franchise absolue égale aux plafonds de garantie des contrats individuels souscrits par chacun des assurés, tels que définis à l'article 5.2. Dès lors, ces contrats individuels doivent posséder un montant de garantie qui ne saurait être inférieur au montant de cette franchise absolue. Chacun des constructeurs assurés s'oblige à couvrir la portion du risque constituée par cette franchise par un ou plusieurs contrats individuels d'assurance de responsabilité décennale comportant des garanties au moins équivalentes à celles figurant dans les clauses types mentionnées à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.

La franchise est opposable à tous et reste, quoiqu'il arrive, à la charge de l'assuré et/ou de son assureur individuel.